



Andrea Riccardi, dans son jardin, appuyé à un olivier multiséculaire, symbole de paix.

LE CHOIX DE LA VIE

RENCONTRE Fondateur de Sant'Egidio, cet humaniste qui croit aux vertus de l'Union recevra le 21 mai le prix Charlemagne.

ANDREA RICCARDI

Une âme pour l'Europe

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À ROME

■ À peine rentré de Roumanie, Andrea Riccardi s'est arrêté à Rome, sa ville natale, avant de repartir en Allemagne, à Aix-la-Chapelle, où il doit recevoir, le 21 mai, le prestigieux prix Charlemagne. Une distinction qui honore chaque année des personnalités ayant contribué à faire avancer la cause européenne. Cet universitaire italien de 59 ans, fondateur de la communauté catholique Sant'Egidio, implantée dans 70 pays (dont 14 européens) avec plus de 50 000 membres, et qui s'illustre depuis quarante ans dans le service des pauvres et dans des médiations de paix, est toujours en partance. Cela ne l'a pas empêché de prendre le temps de nous recevoir à son quartier général du Trastevere, dans le centre de Rome. Son œuvre témoigne d'un « engagement exceptionnel en faveur d'une Europe plus humaine et solidaire », précise dans un communiqué la Société du prix Charlemagne. Parmi ses illustres prédécesseurs, Alcide de Gasperi, Jean Monnet, Konrad Adenauer, Robert Schuman, Václav Havel, François Mitterrand ou encore frère

Faiseur de paix

- 1950** Naissance à Rome.
- 1968** Fonde la communauté Sant'Egidio.
- 1981** Professeur d'histoire des religions à l'université Rome III.
- 1992** La communauté conclut un accord de paix au Mozambique.
- 1999** Prix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, remis par l'Unesco.
- 21 mai 2009** Prix Charlemagne.

Roger de Taizé. Non seulement Andrea Riccardi ne dépare pas dans ce brillant palmarès, mais il apporte au prix Charlemagne une dimension nouvelle. Plus que l'historien, fin connaisseur et ami fidèle de la France, c'est l'homme du dialogue des cultures et des religions qui reçoit ce prix international. De plus, Andrea Riccardi sera à Paris le 16 mai, où il participera au congrès Ensemble pour l'Europe qui rassemble 25 communautés et mouvements chrétiens engagés dans la construction européenne (voir encadré). Il interviendra sur le thème : *les Défis de l'Europe*. Une réflexion qu'il a nous livre en avant-première.

LA VIE. Pourquoi êtes-vous si attaché à la construction européenne ?

ANDREA RICCARDI. Il s'agit pour moi d'une question de vie ou de mort. Sans l'Union européenne et sans ses institutions, l'existence de notre civilisation plurielle serait menacée. Dans la folie du monde actuel, si nous ne restons pas soudés, nous sommes fichus. Ce n'est pas une question de puissance, mais de capacité à témoigner de l'humanisme qui nous unit. Certes, nous avons commis beaucoup d'erreurs dans le passé. Mais il faudrait faire attention, maintenant, à ne pas nous enfermer dans des rancœurs ou dans une culpabilité paralysante, au risque de ne plus avoir la volonté d'agir. Après le drame du colonialisme, après l'horreur nazie, après la division de notre continent en deux blocs, nous avons besoin de reprendre confiance en nous. Avons-nous encore la force de défendre nos idées, nos valeurs ? Il nous faut retrouver une nouvelle fierté et regarder vers l'avenir. Mais il faut faire vite, il y a urgence. L'Europe est un long processus qui, s'il n'avance pas, risque de reculer. ►►



À Rome, le siège de la communauté de Sant'Egidio se trouve au cœur du Trastevere, l'un des vieux quartiers de la ville.

►► **Quelle est, selon vous, la mission de l'Europe ?**

A.R. Servir la paix et l'unité sur tous les continents. C'est une tâche indispensable qui demande beaucoup de détermination. Défendre, partout dans le monde, des valeurs de justice, d'équité et de liberté. Promouvoir le dialogue et la compréhension mutuelle. De par sa diversité et son humanisme pluriel, l'Europe me semble très bien placée pour pratiquer le dialogue des cultures et dénoncer le prétendu choc des civilisations. De mon point de vue, l'Union européenne est un modèle de société du vivre ensemble.

Comment s'exprime ce vivre ensemble ?

A.R. Je ne prendrai qu'un exemple, celle de la ville européenne. Elle est un lieu de mélange où toutes les catégories sociales sont représentées et se côtoient sur la place publique. C'est le fruit d'une longue tradition. De Londres à Madrid, de Rome à Varsovie, cette ville, de taille humaine, est aussi un lieu relativement sûr, dans lequel chacun peut se promener, de jour comme de nuit. Ce n'est pas le cas à Johannesburg, à Rio de Janeiro ou à Bangkok, où les quartiers ressemblent davantage à des ghettos, où les centres commerciaux ne sont pas accessibles à tous

et où les plus riches vivent dans des forteresses sécuritaires. Certes, chez nous, il existe des problèmes dans nos cités de banlieue, mais cela n'a rien à voir avec la situation de violence diffuse que connaissent la plupart des mégapoles.

Pourtant, la multiplicité des langues ne représente-t-elle pas un obstacle à cette convivialité ?

A.R. L'Amérique latine n'a que deux langues, mais elle n'est pas aussi unie que l'Europe. La pluralité

Êtes-vous favorable à l'intégration de la Turquie ?

A.R. Les frontières de l'Europe ont toujours été mouvantes. Aujourd'hui, on voit bien l'importance d'une future intégration des Balkans ou des bonnes relations avec la Russie. Mais l'appartenance au mouvement européen n'est pas un droit. C'est le fruit d'une histoire. Je ne rejette pas la Turquie en tant que pays non chrétien. Il serait utile d'avoir des musulmans en Europe et, d'ailleurs, il y en a déjà. Mais

« La pluralité des langues est une bonne chose : elle sauve la différence »

des langues est une bonne chose : elle sauve la différence et permet, justement, la rencontre. « *L'effort de traduction est une école de dialogue entre cultures différentes* », affirmait Paul Ricœur. Une Europe qui « *traduit* », c'est une Europe prête à comprendre les autres, qui ne peut pas se replier sur elle-même. L'Europe a des ponts historiques avec tous les continents. Elle n'est pas le centre du monde mais, à partir d'elle, on peut parler avec tout le monde.

l'Europe n'est pas un club anglais dont on deviendrait membre simplement parce qu'on a obtenu la carte. Certes, il y a eu Atatürk et la Turquie est aujourd'hui un État laïque et démocratique. Mais est-ce suffisant ? Nous pouvons être de bons camarades, même de très bons amis, sans pour autant appartenir à la même famille. De toute façon, la priorité ne devrait pas être d'élargir l'Europe, mais de continuer à la bâtir de l'intérieur.

Les élections approchent et l'on sent une désaffection des citoyens vis-à-vis de l'Europe. Comment l'expliquez-vous ?

A.R. On assiste aujourd'hui à différentes formes de repli sur soi. L'esprit de clocher et le régionalisme prospèrent toujours en temps de crise. Et lorsque les choses vont mal, il est facile d'accuser Bruxelles de tous les maux. Il faudrait que nos hommes politiques fassent preuve d'un plus grand patriotisme européen. La création d'une véritable politique étrangère et d'une armée commune – des soldats pour la paix – pourrait y aider. Il faudrait aussi davantage expliquer la politique européenne et donner un visage à nos institutions. Une bonne partie des décisions qui touchent positivement notre vie quotidienne vient de l'Union, mais les gens l'ignorent. Notre Europe n'est pas assez concrète. Elle a un problème de visibilité.

Le projet d'une Europe unie peut-il encore faire rêver ?

A.R. Oui, mais à condition de cultiver la patience. Le rêve européen s'inscrit dans la durée. Il n'a rien à voir avec les discours démagogiques de certains hommes politiques qui promettent tout, tout de suite. Le rêve nationaliste, par exemple, est à très court terme. Il conduit

généralement à la guerre. Le rêve pacifiste, lui, demande du temps. Il s'étale sur plusieurs générations. Jean Paul II disait qu'« *un peuple sans vision est un peuple qui meurt* ». Il avait raison. Sommes-nous capables de rêver pour nos enfants et nos petits-enfants ? À cet égard, la crise que nous traversons peut être une chance si elle sert de révélateur à la solidarité européenne. Nous avons maintenant la certitude que la loi du marché ne peut tenir lieu d'horizon commun. L'État doit assurer la protection de ses citoyens et imposer des régulations. C'est bien ce qu'ont fait les institutions européennes qui ont joué un rôle très positif dans la crise que nous traversons. De toute façon, quelles que soient les mesures prises, il nous faut une vision commune.

Vous-même, de quelle Europe rêvez-vous ?

A.R. Je rêve d'une Europe solidaire qui soit avant tout une Europe de l'esprit, une communion des cœurs, une connaissance et une acceptation mutuelles de nos différences. Pour le moment, le grand message spirituel dont l'Europe a besoin est celui de la foi – de la confiance retrouvée – et de l'espérance. L'espérance, comme le dit saint Paul, concerne les choses qui ne se voient pas, non celles qui se

voient. Notre continent traverse une grave crise spirituelle. Le cœur vide, l'âme vide produisent violence et agressivité.

Qu'est-ce que les chrétiens peuvent apporter de spécifique à l'Europe ?

A.R. Un supplément d'âme. « *Il faut convoquer le spirituel au cœur de la caverne intérieure de l'homme, afin que celui-ci ne redeviennent pas l'homme des cavernes* », déclarait le théologien orthodoxe Olivier Clément. En tant que chrétiens, nous ne devons pas simplement travailler sur l'architecture de l'Europe, nous devons travailler sur les hommes eux-mêmes. Je ne crois pas que les chrétiens doivent mener une politique particulière. Si l'Église est elle-même, si elle continue de s'ouvrir à l'œcuménisme et au dialogue interreligieux, notamment avec l'islam, elle contribuera *de facto* à la construction européenne. Je suis convaincu que les trois grandes traditions, catholique, orthodoxe et protestante, par le travail de réconciliation qu'elles ont entamé il y a cinquante ans, peuvent grandement contribuer à l'unité européenne.

Quel est le principal défi auquel l'Europe est confrontée ?

A.R. Avec toute sa faiblesse politique, elle doit éviter la tentation de l'isolationnisme. Quel rôle joueront les chrétiens dans l'ouverture aux autres continents, à l'Afrique, à l'Amérique latine, à l'Asie ? C'est pour moi l'un des grands enjeux de l'intégration européenne. Je ne veux pas d'une Europe forteresse qui, avec tout le respect que je dois à la Confédération helvétique, ressemblerait à la Suisse. Je ne veux pas non plus d'une Europe qui rejette à la mer les sans-papiers et qui ne prend pas les moyens d'imaginer des politiques de développement avec les pays d'émigration. Nous devrions, en outre, construire un véritable partenariat avec le continent africain en pleine ébullition. Au risque de s'enfermer dans une impasse, l'Europe ne peut vivre pour elle-même. Elle ne prendra sens et ne vivra que tournée vers le monde. ●

INTERVIEW LAURENT GRZYBOWSKI
PHOTOS : ÉRIC VANDEVILLE/GAMMA/EYEDEA
POUR LA VIE



ENSEMBLE POUR L'EUROPE

■ À trois semaines des élections européennes, les membres de 25 communautés et mouvements chrétiens se rassemblent à la Mutualité, à Paris, avec tous ceux qui le désirent, pour affirmer leur attachement à l'Europe. Ensemble, ils témoigneront de leur engagement pour une Europe plus solidaire. La démarche œcuménique et la fraternité qui les unissent sont pour eux un acte

politique en tant que tel, une manière de participer au « vivre ensemble » dans tous les domaines : social, économique, politique, des migrations, des modes de vie et du développement durable. 2000 personnes sont attendues. Parmi les intervenants : Jacques Barrot, vice-président de la Commission européenne, Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen France, Mgr Emmanuel,

président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France, le pasteur Claude Baty, président de la Fédération protestante de France, André Vingt-Trois, archevêque de Paris, Gérard Testard, de la communauté Fondacio, et Andrea Riccardi. ●
Samedi 16 mai, de 10h à 17h, à la Mutualité, 24, rue St-Victor, Paris 5^e.
Tél. : 06 43 97 22 24.
www.ensemblepourleurope.eu